



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente...

• (Page 07)

Consommation

La Banque mondiale incite les États à taxer toutes les boissons sucrées

Selon l'institution, taxer les sodas et autres jus de fruits permettrait à la fois d'augmenter les revenus des États et d'améliorer la santé de leur population...

• (Page 08)

BCEAO

Appel à candidatures pour le cycle diplômant du COFEB

Le Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes ...

• (Page 10)



Togo / construction d'un centre d'hémodialyse au CHU de Kara

• (Page 03)

Ecobank fait un don de 500.000 dollars



134ème session ordinaire du Conseil d'Administration de la BOAD

• (Page 04)

10 nouvelles opérations pour 242 milliards de FCFA

Revue de partenariat stratégique

Le parlement et le Système des Nations Unies apportent leurs contributions

Le développement institutionnel de l'Assemblée nationale togolaise, passe également par ...

• (Page 02)

Afrique subsaharienne / IDE

Citi lance la première plateforme City Builder à Lomé

Citi collabore avec le ministère togolais de la Promotion de l'Investissement pour lancer City Builder® by Citi afin d'attirer des capitaux et ...

• (Pages 05)

UEMOA

La structuration de la filière bétail-viande au cœur d'une rencontre virtuelle

La structuration de la filière au cœur d'une rencontre virtuelle ouverte le 28 mars 2023. L'ouverture des travaux a ...

• (Page 06)

Togo

Le prix de l'entrepreneur social de l'année naît du Fecossol

La deuxième édition du forum de l'économie sociale et solidaire (FECOSSOL) a ...

• (Page 11)

FONi 2023 | SPONSOR OFFICIEL AFRIK CRÉANCES

2^E ÉDITION
FORUM INTERNATIONAL
DE L'INTERMÉDIATION,
DU NUMÉRIQUE ET DE
L'INNOVATION

02-05
MAI 2023
HOTEL
02 FÉVRIER
LOMÉ - TOGO

Thème
L'intermédiation et les innovations
technologiques dans les dynamiques
de l'inclusion financière »

(228) 93 03 36 36
(228) 97 67 30 30
(228) 22 20 38 41

support@foni.africa
www.foni.africa

Togo /Revue de partenariat stratégique

Le parlement et le Système des Nations Unies apportent leurs contributions

Le développement institutionnel de l'Assemblée nationale togolaise, passe également par un certain nombre de partenariats avec des institutions internationales notamment le Système des Nations Unies. Dans ce cadre, la représentation nationale en partenariat avec le Système des Nations Unies au Togo a tenu une importante assise ce 29 mars 2023, à Lomé sous la présidence de Yawa Djigbodi Tsègan, Présidente de l'Assemblée nationale en vue de faire la revue du cadre de partenariat pour la période 2023-2026.



● Junior AREDOLA

La rencontre qui a connu la participation des députés et représentants de près de 11 agences du Système des Nations Unies, vise principalement à affermir le développement de la représentation nationale, et consolider les actions prioritaires à travers une série d'actions coordonnées. « L'intérêt des échanges de ce matin est primordial dans la mesure où nos discussions porteront entre autres, sur l'état de mise en œuvre du plan stratégique de développement institutionnel de l'Assemblée nationale, la présentation du nouveau cadre de coopération du Système des Nations Unies et l'identification de nouveaux axes de coopération entre l'Assemblée nationale et le Système des Nations Unies. », a indiqué Yawa Djigbodi Tsègan, Présidente de l'Assemblée nationale. Un aperçu du plan stratégique et institutionnel de l'Assemblée nationale articulé autour de 4 axes fondamentaux a été présenté. Il permet de dégager des résultats globalement satisfaisants notamment, l'amélioration du site internet et des réseaux sociaux,

véritables relais de communication, une plateforme de travail collaboratif en cours de création, la formation des députés et du personnel sur le budget sensible au genre et à l'inclusion sociale, l'acquisition du matériel informatique et de vidéoconférence pour permettre aux députés de mieux travailler. ans la dynamique de renforcer ces efforts engrangés et de poursuivre l'accompagnement de l'Assemblée nationale dans les axes identifiés, les représentants des différentes agences du Système des Nations Unies ont identifié des actions dont entre autres, l'adoption de mesures favorables aux femmes surtout leur soutien par la représentation nationale pour occuper des postes décisionnels, la fourniture d'assistance dans les zones de déplacés, l'intervention dans la région des Savanes, le plaidoyer auprès de différents acteurs pour consolider les droits des enfants, la lutte contre les grossesses en milieu scolaire, les violences faites aux enfants, le plaidoyer en vue de la promotion des politiques sociales inclusives et des services sociaux de base. « Ces différents plaidoyers et actions sont en parfaite

symbiose avec les préoccupations des députés. Ils trouvent un écho favorable dans le travail fait par les députés au sein des différentes commissions permanentes. En outre, l'Assemblée nationale interagit avec le gouvernement, à travers le débat d'orientation budgétaire (DOB), pour la prise en compte et l'allocation des ressources conséquentes à de différents secteurs. Des recommandations sont également faites, à l'endroit des secteurs défavorisés. Cette nouvelle approche multi-acteurs et cette mobilisation remarquable sont en parfaite cohérence avec les priorités du Togo conformément à la vision du Président de la République, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, celle de consolider les bases d'un Togo en paix, d'une nation moderne et prospère avec une croissance inclusive et durable », a-t-elle laissé entendre. La coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies par intérim au Togo et Représentante résidente de l'UNFPA au Togo, Josiane Yaguibou, a félicité la représentation nationale pour cette initiative permettant de faire un véritable bilan d'étape du partenariat stratégique.

Image du jour

**ON RIT
TU RIS,
AS-TU
PAYÉ TA
TVM ?**

DÉBUT DES CONTRÔLES
1^{ER} AVRIL 2023

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

FEDERER POUR BATIR
f t w i n www.otr.tg

AUX DÉCIDEURS...

Quand les banques font faillite, les facteurs en jeu

Les banques sont à nouveau dans l'actualité. Deux faillites bancaires aux États-Unis et le rachat forcé de Credit Suisse par UBS en Suisse ont déclenché les pires turbulences dans le secteur bancaire depuis la crise financière de 2008. On parle de manque de confiance, d'effondrement de la confiance, de contagion et de risque systémique. Jannie Rossouw explique pourquoi ce sont des concepts qui valent la peine d'être compris.

Tout le principe de la banque repose sur la confiance. Les clients déposent de l'argent auprès des banques pour recevoir des intérêts et espèrent que leurs dépôts seront remboursés à l'échéance. Les banques prêtent de l'argent aux emprunteurs, espérant que les prêteurs paieront les intérêts sur les fonds empruntés et rembourseront le capital emprunté conformément aux accords de prêt.

Les membres du personnel travaillent dans des banques, confiants dans la capacité de l'institution à payer les salaires et à fournir d'autres avantages convenus. Les superviseurs bancaires sont convaincus que leurs modèles et leurs mécanismes de contrôle déclencheront en temps opportun des avertissements sur la liquidité, la solvabilité et les autres risques auxquels est confrontée toute banque.

Les actionnaires d'une banque fournissent le capital permanent de l'institution, sur la base de la confiance que leur investissement augmentera en valeur et leur versera des dividendes au fil du temps.

Toute cette confiance repose sur la capacité des institutions bancaires à gérer les risques de manière appropriée. La base même sur laquelle opèrent les banques est risquée. Les banques sont exposées à divers types de risques qui peuvent contribuer à la faillite. C'est là que la confiance est importante.

Les banques acceptent des dépôts à court terme et les convertissent en emprunts à long terme. La durée du prêt est plus longue que la durée du dépôt (également appelé financement). Par conséquent, si tous les déposants sont effrayés et perdent confiance dans la capacité de la banque à protéger leur argent, ils pourraient commencer à exiger le remboursement de leurs dépôts le même jour. Une banque ne peut tout simplement pas répondre à une telle demande de retraits simultanés.

Le risque de liquidité peut également apparaître lorsque la valeur des actifs des banques baisse. Les actifs d'une banque sont les prêts consentis au public. Les défauts de remboursement de ces prêts nécessitent des radiations. Cette érosion de la valeur des actifs peut déclencher des risques de liquidité et de solvabilité.

Silicon Valley Bank aux États-Unis a investi massivement dans des obligations d'État. Lorsque les taux obligataires augmentaient, la valeur en capital des obligations détenues par la banque diminuait. Cela a entraîné une pénurie de liquidités et une crise de solvabilité.

Une fois que des risques suffisants sont déclenchés, une banque se heurtera à de graves difficultés financières. Il pourrait ne pas survivre, car la confiance sera brisée. Dans de telles circonstances, les autorités désignent un curateur pour gérer les affaires de la banque. Un conservateur gèrera soit une banque en bonne santé, soit mettra fin à ses activités et fermera la banque.

Au cours des dernières semaines, il y a eu à nouveau un risque de contagion après l'apparition de problèmes à la Silicon Valley Bank et au Credit Suisse en Suisse. Dans les deux cas, les régulateurs sont intervenus pour contenir les craintes concernant le système bancaire. Il a été convenu que Credit Suisse serait vendu à UBS, une autre banque suisse. L'annonce de cette vente contenait des craintes de contagion.

Le risque systémique est lié à la contagion. C'est le risque d'une panne d'un système entier plutôt que l'échec d'une institution individuelle. Un exemple typique est celui où la faillite d'une banque individuelle entraîne la faillite d'un plus grand nombre de banques, puis la faillite du système bancaire, puis la faillite de l'ensemble du système financier.

L'Afrique est un vaste continent de 54 pays. Les pays africains se trouvent également à des niveaux de développement économique très différents. Il est donc impossible de se prononcer sur la solidité du système bancaire du continent.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres			
Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km²	21,7 km²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Togo / construction d'un centre d'hémodialyse au CHU de Kara

Ecobank fait un don de 500.000 dollars

Traitement des maladies rénales. Le Groupe bancaire panafricain, Ecobank, le PNUD et le ministère de la santé s'accordent pour doter le Centre hospitalier universitaire (CHU) de Kara d'un centre d'hémodialyse.

• HÉLÈNE MARTELOT

Les maladies rénales chroniques constituent un véritable problème de santé publique pour le Togo et un calvaire surtout pour leurs porteurs. À ce jour, au titre d'hôpital public, seul le centre hospitalier universitaire Sylvanus Olympio (CHU SO) de Lomé dispose d'un centre d'hémodialyse avec une localisation défavorable pour certains patients ainsi qu'une capacité d'accueil limitée. Le Groupe Ecobank entend apporter sa pierre à l'édifice pour pallier cette insuffisance d'infrastructures sanitaires au plan national. Pour ce faire, il a été procédé, ce mercredi 29 mars 2023, à la signature d'un protocole d'accord entre le Groupe Ecobank, le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le ministère de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès aux soins universels, à Lomé. Cet accord tripartite porte sur la construction d'un centre d'hémodialyse au CHU de Kara pour traiter les maladies rénales. En effet, l'accès au traitement d'urgence et régulier de l'insuffisance rénale s'avère très difficile pour les

habitants des régions des Savanes, de Kara et du centre du Togo, qui doivent parcourir entre 400 et 600 km pour se rendre au CHU SO où la liste d'attente s'élève à plus de 500 patients. Selon les chiffres du gouvernement togolais, au CHU Sylvanus Olympio de Lomé, l'insuffisance rénale représente 10% des hospitalisations et 73% des consultations de néphrologie. Les données rapportent également qu'à Kara, l'insuffisance rénale est la sixième cause de décès avec un taux de mortalité de 21,3%.

Un don de 500 000 USD

Le Groupe Ecobank, à travers sa Fondation, va financer le projet en faisant un don de 500 000 USD soit l'équivalent de plus de 300 millions de francs CFA au ministère de la santé, et en partenariat avec le PNUD. La fondation de cette institution s'est engagée en outre pour l'achat d'équipements médicaux adéquats, la formation des professionnels de santé ainsi que toutes autres aides en faveur du bon fonctionnement du nouveau centre. Dans son discours de circonstance, le directeur



général du Groupe Ecobank, Jeremy Awori, a réaffirmé l'engagement continu de Ecobank à soutenir le gouvernement du Togo dans la mise en œuvre de son plan national de développement de la santé, aligné sur la Feuille de route gouvernementale 2025. « Nous sommes fiers de contribuer au financement de ce nouveau centre de dialyse au Centre hospitalier universitaire de Kara, et nous remercions nos partenaires, le PNUD et le ministère de la Santé, pour leur soutien à la concrétisation de ce projet. Ce nouveau centre permettra

aux patients souffrants d'insuffisance rénale de bénéficier d'un traitement qui changera leur vie et peut-être celle des trois millions de togolais vivant dans les régions septentrionales du pays en leur sauvant la vie, au moment ils en auront le plus besoin. Ceci en droite ligne avec la mission de la Fondation Ecobank », a expliqué le patron du Groupe Ecobank.

Améliorer les conditions de soins

Tout en félicitant toutes parties impliquées dans la

présente convention, la représentante résidente par intérim du PNUD au Togo, Mme Seynabou Diaw Ba s'est réjouie de ce que « la construction de cette unité d'hémodialyse au sein du service de Néphrologie, permettra d'améliorer les conditions de soins dans le respect de la dignité humaine, en réduisant la mortalité liée aux maladies rénales et en améliorant les conditions de travail du personnel ». La diplomate, a par ailleurs, souligné que les efforts sont entrepris mais il existe tout de

même plusieurs défis à relever et que les actions doivent s'intensifier afin de garantir aux populations vulnérables l'accès équitable aux services sociaux de base de qualité. « Nous réitérons l'engagement et la détermination du PNUD à poursuivre sans relâche l'accompagnement du Togo dans ces efforts de développement. Nous osons croire que plus de ressources seront mobilisées auprès des partenaires d'ici peu, pour des appuis coordonnés et soutenues au secteur de la santé afin de ne laisser personne pour compte et pour le bien-être des populations », a-t-elle indiqué. Dans son intervention, le ministre en charge de la santé s'est fait le porte-parole du gouvernement et a remercié ces deux grandes institutions pour leur soutien indéfectible au développement du secteur de la santé au Togo. Dans la construction du service de néphrologie au CHU Kara, le Professeur Moustapha y voit " l'équité dans la prestation des services sanitaires sur le territoire togolais ". Doté d'une expertise africaine inégalée, le Groupe Ecobank est le premier groupe bancaire panafricain du secteur privé et est présent dans 35 pays d'Afrique subsaharienne.



Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Source : FMI - World economic outlook - dernières données disponibles - (e) estimation

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100%.

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

134ème session ordinaire du Conseil d'Administration de la BOAD

10 nouvelles opérations pour 242 milliards de FCFA

Au terme de la 134e session ordinaire du Conseil d'Administration de la BOAD, 10 nouvelles opérations ont été examinées par les administrateurs de la Banque et de nouveaux engagements autorisés pour un montant global de 242 milliards de FCFA.



Bissau, le 28 mars 2023. Le Conseil d’Administration de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) s’est réuni en format hybride pour sa 134e session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Serge EKUE, Président du Conseil d’Administration, Président de la BOAD. Cette session est la première de l’année du cinquantenaire de l’Institution. Après avoir approuvé le procès-verbal de la 133e réunion, tenue le 02 décembre à Niamey (Niger), le Conseil a arrêté les comptes annuels de la Banque pour l’exercice, clos le 31 décembre 2022, approuvé les perspectives financières actualisées, révisées pour la période 2023-2027, et approuvé le projet de renforcement des compétences du Conseil d’Administration et la Politique climat de la Banque Ouest Africaine de Développement.

Dix nouvelles opérations ont également été examinées par les membres du Conseil, elles concernent le financement partiel des projets, ci-après :

Mise en place d’un prêt à court terme en faveur de Vista Group Holding SA, au Burkina Faso. Ce crédit a pour objectif d’apporter un soutien financier au groupe Vista dans le cadre de l’opération, dénommée « ORA SPV HOLDING ». Montant de l’opération : 25 milliards FCFA

Projet 2 du Programme de Renforcement de la Résilience à l’insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel (P2- P2RS), en République du Niger. L’objectif du projet est de contribuer à la réduction de la pauvreté et à l’amélioration des conditions de vie, de sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations de sa zone d’intervention. Montant de l’opération : 16 milliards FCFA

Projet 2 du Programme de Renforcement de la Résilience à l’insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel (P2- P2RS), en République du Sénégal. La contribution de la Banque permettra, notamment, l’aménagement hydroagricole de 640 ha en périmètre, la restauration mécanique et biologique de 2000 ha de terres agricoles et de pâturages dégradés, l’aménagement de 100 kms de pare-feu et de 250 ha de couloirs de passage, ainsi que l’installation d’unités de transformation agro-sylvo-pastorales et halieutiques, en vue de la promotion de chaines de valeurs. Montant de l’opération : 11 milliards FCFA

Projet d’Urgence de Renforcement de la résilience des acteurs du secteur agricole (PUR-KEBUR), en République de Guinée-Bissau. Le projet apportera, entre autres, une assistance alimentaire d’urgence de 12 000 tonnes de vivres aux populations vulnérables, et permettra d’intensifier la production rizicole et maraîchère sur une superficie cumulée de 15 000 ha, à travers la fourniture à de petits producteurs, d’intrants et d’équipements de mécanisation agricole, tels que des tracteurs, motoculteurs et moissonneuses-batteuses. Montant de l’opération : 25 milliards FCFA

Aménagement de voies urbaines structurantes et ouvrages d’assainissement dans la ville de Bissau, en République de Guinée-Bissau. La mise en œuvre du projet contribuera

à l’amélioration de la mobilité urbaine et des conditions de vie des populations dans la zone concernée. Il s’agira, spécifiquement, de désenclaver dix (10) des quarante-sept (47) quartiers que compte la ville de Bissau et de faciliter l’accès au centre administratif et aux centres commerciaux. Il permettra, également, d’améliorer le drainage des eaux pluviales et de réduire les risques d’inondation dans certains quartiers de Bissau. Montant de l’opération : 15 milliards FCFA

Aménagement de voiries et réseaux divers (VRD) et construction d’infrastructures structurantes de la Zone Economique Spéciale Intégrée de Diass (ZESID), en République du Sénégal. Le projet permettra de créer un hub logistique et industriel doté d’infrastructures de qualité pour impulser et encourager la production industrielle et favoriser l’émergence d’un secteur privé national fort. Montant de l’opération : 30 milliards FCFA

Programme d’apurement de la dette des fournisseurs stratégiques de la Société Energie du Mali (EDM-SA), en République du Mali. L’opération contribuera à assurer la continuité de la fourniture d’électricité aux populations maliennes et à soutenir le développement économique et social du pays. Montant de l’opération : 45 milliards FCFA

Garantie partielle d’une facilité à court terme octroyée par la Banque Atlantique Côte d’Ivoire (BACI) à la Compagnie Ivoirienne d’Electricité (CIE). La garantie permettra le financement à court terme des besoins de trésorerie de la CIE. Montant de l’opération : 15 milliards FCFA

Construction du réseau d’évacuation associé aux centrales thermiques CIPREL 5 et AZITO 4, en République de Côte d’Ivoire. Cette opération est un complément à un précédent concours accordé sur ce projet par le Conseil, en sa session de juin 2020. Elle permettra de garantir l’évacuation et l’injection, sur le réseau interconnecté, de l’énergie électrique produite par les centrales de CIPREL 5 et d’AZITO 4, afin de sécuriser la fourniture d’énergie électrique et de contribuer ainsi à l’amélioration de la qualité de service. Montant de l’opération : 20 milliards FCFA

Construction de 4 300 logements sociaux et économiques en Côte d’Ivoire : Tranche 1 des 1 160 logements à Abidjan PK 24. Le projet global concerne la construction de logements à Abidjan, PK24 (2360), Yamoussoukro (420) et Bouaké (1520). Il sera également procédé à la viabilisation de 3 sites d’une superficie globale de 23 ha dans ces trois villes. Cette opération, qui constitue la première intervention de la BOAD sur le projet, portera sur 1160 logements à Abidjan, dans la zone industrielle de Yopougon PK 24, et la viabilisation du site. Montant de l’opération : 40 milliards FCFA

Ces nouvelles approbations d’un montant de 242 Milliards de FCFA portent à 7 469, 3 Milliards de FCFA le total des engagements (toutes opérations confondues) de la BOAD depuis le démarrage de ses activités.

Le Conseil a, par ailleurs, émis un avis favorable sur le rapport annuel 2022, la modification des Statuts de la BOAD suite à la décision d’augmentation du capital, l’État de recouvrement des créances sur les prêts de la BOAD au 28 février 2023, le projet ESG by design Program : sur le chemin du renforcement de la maturité de la RSE au sein de la BOAD, et la situation globale des recouvrements au 31 décembre 2022.

Il a par ailleurs, été tenu informé du Compte-rendu de la 43e réunion du Comité d’Audit de la BOAD, de la mise en œuvre du Plan DJOLIBA 2021-2025 : bilan à l’issue de la 2e année, de la situation des opérations de la BOAD par pays au 31/12/2022, de l’État de mise en œuvre du Schéma Directeur du Système d’Information de la BOAD, au titre de l’année 2022, de la situation de l’utilisation des ressources mobilisées par la BOAD au 31 janvier 2023, du Compte-rendu d’exécution de la tranche annuelle 2022 du Budget-programme 2022- 2024 de la BOAD, du recueil des recommandations et décisions prises aux réunions du Conseil d’Administration de la BOAD tenues au cours de l’année 2022, et des comptes rendus des réunions ordinaire et extraordinaire du Conseil des Ministres de l’UMOA tenues, respectivement, les 19 et 30 décembre 2022.

En clôturant les travaux, le Président Serge EKUE a, au nom du Conseil d’Administration, remercié les autorités Bissau-guinéennes pour les moyens mis en œuvre et la tenue de cette session dans les meilleures conditions.

Le Togo en chiffres

Principaux pays partenaires du Togo

Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigéria	3,6
Côte d’Ivoire	6,4	Allemagne	3,5
France	5,7	Turquie	2,2

Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d’importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
Exportations de biens et services (en % du PIB)	26,9	25,3	23,9	23,1	21,8

Source : Banque mondiale ; dernières données disponibles

Profil commercial

Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Pour diffusion immédiate :
Citigroup Inc. (NYSE : C)
30 mars 2023



Citi lance la première plateforme City Builder en Afrique subsaharienne



Citi collabore avec le ministère togolais de la Promotion de l'Investissement pour lancer City Builder® by Citi afin d'attirer des capitaux et de stimuler les investissements en République du Togo

- Cette collaboration fait suite à l'objectif du Togo de tirer parti de la technologie et d'encourager les investissements directs étrangers à l'appui du Plan national de développement (PND).
- La plateforme City Builder regroupe des données sociales clés, telles que des données démographiques, éducatives et économiques, afin d'accroître la transparence des possibilités de développement.
- Ensemble, Citi et le ministère togolais de la Promotion de l'Investissement (MPI) et l'Agence de Promotion des Investissements et des Zones Franches (APIZF) souhaitent que cette nouvelle plateforme incite les investisseurs et les entreprises à explorer les diverses opportunités qu'offre le Togo.

New York / Lomé - Citi et le ministère de la Promotion de l'Investissement de la République du Togo ont annoncé le lancement de City Builder® au Togo, une plateforme gratuite, basée sur des données, qui conjugue des indicateurs sociaux clés avec des opportunités de développement dans le but d'aider les investisseurs à réaliser des investissements ayant un impact social dans les économies émergentes. En fournissant aux investisseurs locaux et étrangers une plateforme facile à utiliser qui visualise les régions du Togo, le ministère espère attirer des capitaux pour construire un pays plus résilient, durable et connecté.

City Builder by Citi fait appel à des données et s'appuie sur des outils de visualisation pour fournir une vue d'ensemble des opportunités d'investissement dans un pays. L'objectif de la plateforme City Builder est de renforcer la transparence des indicateurs clés, tels que la démographie, l'éducation, l'utilisation du sol et les équipements, afin de stimuler les investissements locaux qui soutiennent le développement économique local.

Citi est ravie de collaborer avec le MPI pour étendre City Builder au Togo, alors que le gouvernement togolais entend sensibiliser la communauté internationale aux opportunités uniques offertes par le pays.

En rendant les données sociales clés plus transparentes et accessibles, le MPI espère encourager les investisseurs étrangers, les bureaux partenaires, les entrepreneurs, les promoteurs et les organisations à but non lucratif à trouver des opportunités d'investissement.

Les secteurs d'investissement ciblés comprennent l'agriculture, l'aquaculture, le transport, la navigation, le sport, ainsi que la gestion de l'eau et des déchets. Les projets visent également à créer des opportunités d'emploi durable pour les communautés.

Mme Rose Kayi Mivedor, ministre togolaise de la Promotion de l'Investissement, a déclaré :

« City Builder s'inscrit dans le cadre des objectifs du Togo visant à renforcer l'attractivité du pays pour les investisseurs. Cet outil, qui vient enrichir l'écosystème numérique de l'Agence de Promotion des Investissements et des Zones Franches, permettra d'améliorer la visibilité des nombreux atouts et opportunités d'investissement offerts par le Togo, auprès d'un large public international. »

Papa Sall, directeur général de Citi pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, a fait remarquer :

« L'expansion de City Builder au Togo ouvre un nouveau chapitre important dans la franchise Citi Africa, et représente l'utilisation innovante de la technologie numérique pour soutenir le développement économique de la région. »

Neel Patel, responsable de Citi Ventures, l'équipe qui a conçu City Builder, a ajouté : « Nous avons lancé City Builder dans le but d'accroître la transparence et l'accès à l'information, afin d'aider à stimuler l'investissement d'impact dans les économies

locales.

Cette mission revêt aujourd'hui plus d'importance que jamais au moment où les pays se reconstruisent à la suite de la pandémie de Covid-19. »

Les fonctionnalités de la plateforme City Builder permettent aux utilisateurs de : explorer les projets de développement et établir des contacts avec les coordinateurs locaux

se connecter à des ressources qui fournissent des informations sur la manière de faire des affaires au Togo

identifier les investissements d'impact qui correspondent à leurs propres objectifs ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) et de développement durable

Pour plus d'informations, veuillez envoyer un e-mail à <https://www.citi.com/city-builder/togo>

ou à neel.patel@citi.com ou à info@apizf.org info@apizf.org

Ministère de la Promotion de l'Investissement, Togo

Le ministère de la Promotion de l'Investissement du Togo est responsable de l'exécution de missions de service public au Togo et à l'étranger pour promouvoir l'investissement au Togo.

Citi

Citi constitue un partenaire bancaire de premier plan pour les institutions présentant des besoins transfrontaliers, un leader mondial de la gestion de patrimoine et une banque personnelle appréciée sur son marché d'origine, les États-Unis.

Citi opère dans près de 160 pays et juridictions, fournissant aux entreprises, aux gouvernements, aux investisseurs, aux institutions et aux particuliers une large gamme de produits et services financiers. [1]

Pour plus d'informations: www.citigroup.com | Twitter: @Citi | YouTube: www.youtube.com/citi | Blog: <http://blog.citigroup.com> | Facebook: www.facebook.com/citi | LinkedIn: www.linkedin.com/company/citi

Media

Citi: Nicole Curtin +33 6 03 91 01 72 nicole.curtin@citi.com



UEMOA**La structuration de la filière bétail-viande au cœur d'une rencontre virtuelle**

La structuration de la filière au cœur d'une rencontre virtuelle ouverte le 28 mars 2023. L'ouverture des travaux a été présidée par le Commissaire Kako NUBUKPO, en charge du Département de l'Agriculture, des Ressources en Eau et de l'Environnement.

L'objectif de cette rencontre est de réfléchir sur la structuration de la filière bétail-viande et sur le prolongement du processus de cette structuration à travers la mise en place d'un cadre de concertation régional et d'une organisation régionale représentative des interprofessions bétail-viande. « Malgré le potentiel du sous-secteur, la filière bétail-viande n'exploite pas complètement son potentiel de valeur ajoutée. De même,



son effet d'entraînement sur les systèmes d'élevage et leurs capacités à répondre à l'évolution du marché, a été limité

», a indiqué le Commissaire NUBUKPO. Face à cette situation, il est urgent « de relever les défis de la structuration interprofessionnelle dans les Etats membres et de la mise en place d'un cadre de concertation régional sur la filière bétail-viande réunissant les acteurs publics et professionnels concernés » a rappelé le Commissaire NUBUKPO.

Avec uemoa.int

**Entrepreneuriat****Ouverture des candidatures pour le concours Africa's Business Heroes Prize 2023**

Le concours du prix Africa's Business Heroes (ABH) a ouvert les candidatures pour sa cinquième édition annuelle. ABH est une initiative philanthropique parrainée par la Fondation Jack Ma et Alibaba Philanthropy qui vise à soutenir les entrepreneurs des 54 pays africains.

● **Vivien ATAKPABEM**

Chaque année depuis 2019, ABH mène une recherche à l'échelle du continent avec ses partenaires pour 10 entrepreneurs exceptionnels et axés sur la mission qui s'efforcent de faire une différence dans leurs communautés locales. Sur une période de 10 ans, ABH récompensera un total de 100 entrepreneurs africains. « Chez ABH, nous reconnaissons depuis longtemps le potentiel des entrepreneurs en tant que moteurs de croissance économique et sociale. Maintenant dans la cinquième année du concours, nous sommes encouragés de voir qu'ABH est devenue une véritable initiative panafricaine qui a un impact positif sur le paysage de l'entrepreneuriat du continent. Nous sommes extrêmement impressionnés par la diversité croissante de nos héros et par la façon dont ils ont pris des mesures concrètes pour résoudre certains des problèmes les plus difficiles de l'Afrique. » Zahra Baitie-Boateng, responsable des partenariats et des programmes d'ABH, a déclaré. Lors de la grande finale qui se tiendra plus tard cette année, les 10 finalistes monteront sur scène pour présenter leurs entreprises

à un panel de gens d'affaires légendaires. Le voyage vers la finale comprendra également l'accès à une communauté de chefs d'entreprise et d'innovateurs internationaux, d'experts de l'industrie, d'investisseurs et d'accélérateurs, ainsi que des bootcamps multidisciplinaires et des sessions de formation pour aider les entrepreneurs participants à faire passer leur entreprise au niveau supérieur. Outre les subventions, le mentorat et les opportunités de réseautage, ABH crée chaque année une émission télévisée qui suit les finalistes de l'année précédente dans leur passionnant voyage vers la Grande Finale, mettant en vedette leurs présentations sur scène ainsi que des moments en coulisses. L'ABH Show vise à offrir une masterclass sur l'entrepreneuriat, car le public peut voir de première main comment les meilleurs entrepreneurs africains ont affiné leurs présentations finales et ont été confrontés à des questions difficiles de la part des juges. La prochaine édition de l'ABH Show se déroulera en épisodes plus courts et sera diffusée sur la chaîne YouTube officielle d'ABH et sur les plateformes de médias sociaux d'ABH à partir de mars 2023. Une version plus longue combinée sera lancée sur CNBC, StarTimes et Vox

Africa plus tard cette année. À ce jour, plus de 72 000 entrepreneurs à travers le continent ont participé au concours du prix ABH. Les 10 finalistes exceptionnels pour 2022 ont été choisis parmi plus de 21 000 candidats de 54 pays africains, représentant un large éventail d'industries, notamment l'agriculture, le conseil, l'énergie, la protection de l'environnement, la santé, les technologies de l'information (TIC) et le commerce de détail. Le concours du prix ABH est panafricain, inclusif, indépendant du secteur et axé sur la base. Les entrepreneurs en Afrique, de tous les secteurs, de tous les sexes et de tous les groupes d'âge et de tous les niveaux de la société, sont encouragés à soumettre leurs candidatures, en anglais ou en français, pour avoir une chance de devenir l'un des 10 meilleurs finalistes à concourir pour une part de 1,5 USD millions de dollars en subventions. Les candidatures peuvent être faites ici et sont maintenant ouvertes jusqu'au 12 mai 2023, avec les 50 meilleurs candidats annoncés en juillet, les demi-finalistes annoncés en août et les 10 meilleurs finalistes dévoilés en septembre.

Mali**Vers l'adoption d'une stratégie de digitalisation de la formation professionnelle et technique**

L'UNESCO et l'UA ont lancé en 2021 une initiative visant à digitaliser l'EFTP en Afrique. Dans le cadre de cette initiative, des pays du continent à l'instar du Mali élaborent des feuilles de route dans ce sens.

Le gouvernement du Mali s'apprête à lancer une stratégie de digitalisation de la formation professionnelle et technique. Le ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Bakary Doumbia, a présidé la semaine dernière un atelier en vue de la validation du document stratégique. L'atelier regroupait une soixantaine d'acteurs du secteur de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle (EFTP) du Mali et les représentants de l'UNESCO, partenaire technique du projet. « En travaillant ensemble avec le secteur privé, nous renforçons non seulement l'offre de formation, mais nous permettons également aux apprenants du Mali de développer des compétences digitales clés afin de saisir les opportunités génératrices de revenus ou d'emploi », a indiqué le représentant de l'UNESCO, Edmond



Moukalla. Le projet malien rejoint les ambitions d'une initiative panafricaine lancée par l'UNESCO et l'Union africaine en 2021. Cette initiative vise la transformation digitale de l'EFTP et des systèmes de développement des compétences, perçue comme un moyen efficace d'assurer l'adéquation entre les formations et les besoins du marché de l'emploi. L'atelier de deux jours a permis entre autres d'affiner les objectifs de la stratégie et d'identifier les actions prioritaires à exécuter dans la première phase de la mise en œuvre du pro-

jet. Notons que cette étape de validation est l'une des dernières qui précède le début de la mise en œuvre. Au Mali, il est attendu de cette stratégie qu'elle renforce et diversifie les offres de formation, qu'elle améliore l'accès et réduise les coûts de formation dans l'EFTP. Aussi, sa mise en œuvre permettra par la même occasion de donner aux apprenants de l'EFTP des compétences digitales de base, qui seront bientôt incontournables dans la plupart des métiers.

Avec Agence Ecofin

Innovation**Uber choisit l'infrastructure cloud d'Oracle**

Oracle et Uber Technologies, Inc., ont annoncé un partenariat cloud stratégique de sept ans pour accélérer l'innovation d'Uber, aider à commercialiser de nouveaux produits et augmenter la rentabilité.

● **Nicole ESSO**

Alors qu'Uber continue de croître et de pénétrer de nouveaux marchés, il est de plus en plus important pour l'entreprise de concentrer ses ressources sur ses principaux atouts et ses initiatives stratégiques. En migrant certaines des charges de travail les plus critiques de l'entreprise vers Oracle Cloud Infrastructure (OCI), Uber sera en mesure de moderniser son infrastructure tout en accélérant son chemin vers la rentabilité. "Uber révolutionne la façon dont les personnes, les produits et les services se déplacent à travers les continents et les villes", a déclaré Dara Khosrowshahi, PDG d'Uber. « Pour tenir cette promesse pour les clients tout en créant de la valeur pour les actionnaires, nous avons besoin d'un fournisseur de cloud qui nous aiderait à maximiser l'innovation tout en réduisant nos coûts d'infrastructure globaux. Oracle offre une combinaison idéale de prix, de performances, de flexibilité et de sécurité pour nous aider à fournir un service client incroyable, à créer de nouveaux produits et à



augmenter la rentabilité. Ce nouveau partenariat stratégique avec Uber, ainsi que les récents rapports d'analystes, constituent une puissante validation de la stratégie et de la vision des produits d'OCI. Les clients veulent à la fois de la flexibilité et une infrastructure au meilleur rapport qualité-prix sur une empreinte mondiale. Uber peut désormais tirer parti de ces fonctionnalités que seul OCI fournit. « Uber est en train de se développer pour devenir une plate-forme permettant d'aller n'importe où, d'obtenir n'importe quoi », a déclaré Saifur Rahman, PDG d'Oracle. « Cette victoire concurrentielle historique pour OCI est une nouvelle validation de l'élan et de l'accélération que nous connaissons sur le marché. Les entreprises, les gouvernements et les startups du

monde entier reconnaissent la différenciation d'Oracle Cloud Infrastructure et bénéficient de nos performances, de notre sécurité et de nos avantages économiques par rapport aux autres hyperscalers. Outre l'accord OCI, le partenariat stratégique comprend d'autres domaines de collaboration entre les deux sociétés. Oracle deviendra un client mondial d'Uber for Business, sélectionnant Uber comme covoiturage préféré de ses employés pour voyager et manger dans le monde entier. Uber et Oracle continueront également à co-innover sur des solutions de vente au détail et de livraison supplémentaire qui évolueront à partir du partenariat cloud, y compris les expériences des consommateurs avec la logistique du dernier kilomètre.

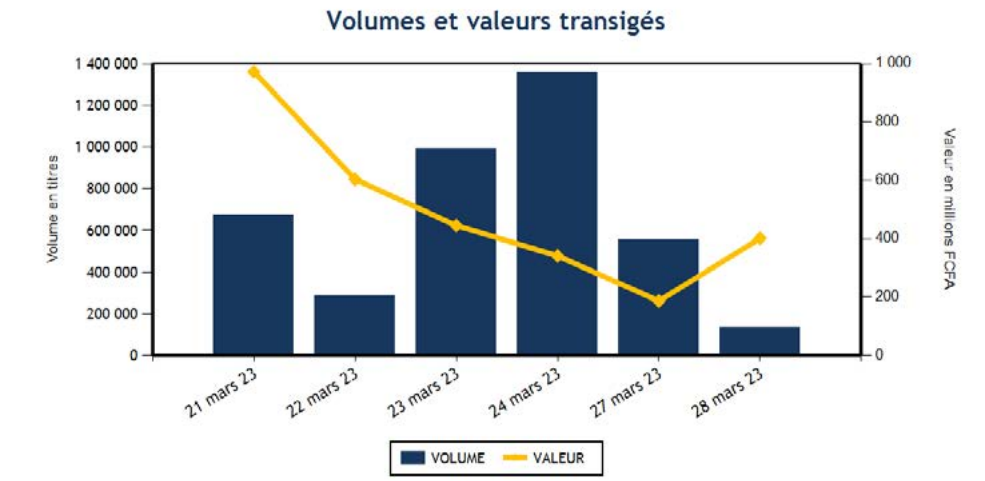
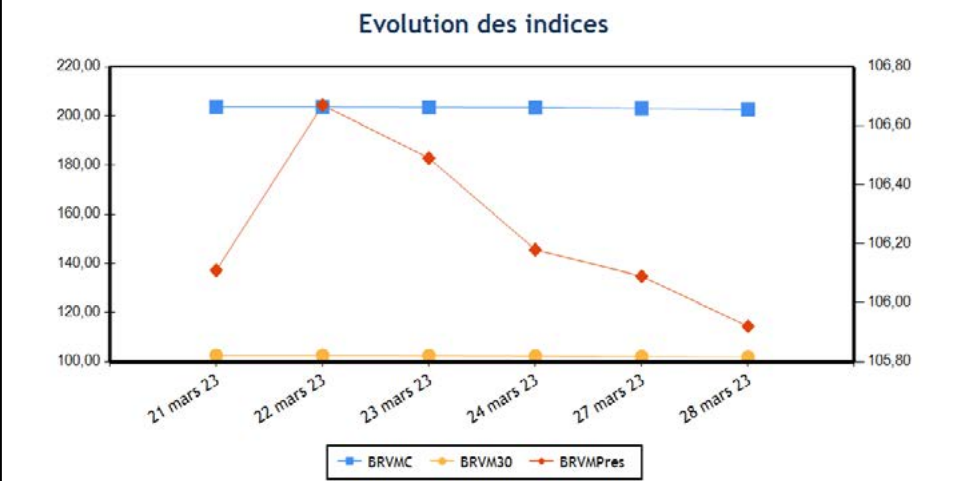
BRVM

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mardi 28 mars 2023

N° 62

BRVM COMPOSITE	202,65	BRVM 30	101,81	BRVM PRESTIGE	105,92
Variation Jour	-0,19 %	Variation Jour	-0,21 %	Variation Jour	-0,16 %
Variation annuelle	-0,28 %	Variation annuelle	1,81 %	Variation annuelle	5,92 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 538 990 157 690	-0,19 %
Volume échangé (Actions & Droits)	131 629	-76,21 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	388 531 170	108,74 %
Nombre de titres transigés	41	-6,82 %
Nombre de titres en hausse	5	-37,50 %
Nombre de titres en baisse	18	-5,26 %
Nombre de titres inchangés	18	5,88 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNILEVER CI (UNLC)	7 550	7,47 %	7,47 %
BERNABE CI (BNBC)	1 900	2,98 %	-5,00 %
SONATEL SN (SNTS)	15 790	0,57 %	3,88 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	6 175	0,08 %	6,74 %
PALM CI (PALC)	10 945	0,05 %	5,39 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 092 021 967 505	-0,08 %
Volume échangé	1 395	1 191,67 %
Valeur transigée (FCFA)	13 399 441	1 193,94 %
Nombre de titres transigés	5	150,00 %
Nombre de titres en hausse	0	
Nombre de titres en baisse	2	
Nombre de titres inchangés	3	50,00 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICABLE CI (CABC)	930	-7,00 %	-20,51 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 230	-5,02 %	-12,14 %
UNIWAX CI (UNXC)	740	-4,52 %	-3,90 %
SOGB CI (SOGC)	5 410	-3,82 %	-4,59 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 200	-2,04 %	-25,00 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	105,92	-0,16 %	5,92 %	83 309	171 401 305	6,16
BRVM-PRINCIPAL	36	95,76	-0,41 %	-4,24 %	48 320	217 129 865	9,24

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	98,58	0,51 %	-5,41 %	13 570	55 352 660	8,42
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	484,22	-0,02 %	-1,02 %	20 761	206 510 905	8,96
BRVM - FINANCES	15	76,93	-0,38 %	1,88 %	78 493	79 475 870	6,55
BRVM - TRANSPORT	2	354,83	-0,33 %	3,84 %	25	36 250	5,66
BRVM - AGRICULTURE	5	282,62	-1,08 %	-0,33 %	5 426	28 536 505	5,42
BRVM - DISTRIBUTION	7	357,72	-0,38 %	-0,23 %	13 220	18 478 280	25,28
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 295,58	0,00 %	10,53 %	134	140 700	12,61

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	7,79
Taux de rendement moyen du marché	7,58
Taux de rentabilité moyen du marché	7,67
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	120
Volume moyen annuel par séance	531 866,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 047 663 324,80

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	5,11
Ratio moyen de satisfaction	6,65
Ratio moyen de tendance	130,12
Ratio moyen de couverture	76,85
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	6,93
Nombre de SGI participantes	29

Définitions

Volume moyen annuel par séance
Valeur moyenne annuelle par séance
Ratio moyen de liquidité
Ratio moyen de satisfaction
Ratio moyen de tendance
Ratio moyen de couverture

Volume annuel échangé / nombre de séances
Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation
PER moyen du marché
Taux de rendement moyen
Taux de rentabilité moyen
Prime de risque du marché

moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
(1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
Fax : +225 20 32 66 84
E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA

Consommation

La Banque mondiale incite les États à taxer toutes les boissons sucrées

Selon l'institution, taxer les sodas et autres jus de fruits permettrait à la fois d'augmenter les revenus des États et d'améliorer la santé de leur population.

Taxer les boissons sucrées a un effet positif tant pour la santé des populations que pour les finances publiques, a estimé mercredi la Banque mondiale (BM), qui incite les États à envisager d'agir en ce sens. Cela permettrait «d'augmenter la productivité et les revenus» des États, tout en améliorant la santé des habitants en les poussant à consommer des boissons alternatives telles que l'eau, selon un article de blog publié par la BM.

Les pays du G20 font de la résistance

Ce type de taxe dite «pigouviennne» joue sur le principe du signal prix, en augmentant celui des produits visés de manière à faire baisser leur consommation. Pour l'heure, plus de la moitié de la population mondiale vit dans des pays ayant mis en place ce type de taxation, principalement dans les pays pauvres et émergents. À l'inverse, la majorité des pays du G20 n'ont pas mis en place de taxation spécifique sur les boissons sucrées. La couverture est par ailleurs inégale



selon les régions: 98% de la population d'Asie du Sud et 81% de la population latino-américaine sont ainsi concernées, alors que ce n'est le cas que de 21% de la population d'Afrique du Nord et du Proche-Orient et même de 10% de celles d'Asie de l'Est et du Pacifique.

Une fiscalité pas assez ciblée

Afin d'améliorer son efficacité, cette taxation doit augmenter les prix de manière suffisamment importante et viser une large catégorie de produits, dont les boissons au chocolat ou les jus de fruits. La BM regrette cependant que, le plus souvent, cette fiscalité ne soit pas suffisamment ciblée, intégrant également l'eau en bouteille, réduisant de fait

les effets potentiels en termes de santé publique. L'institution rappelle que les boissons sucrées «sont liées à l'obésité, aux maladies cardiovasculaires, au diabète et aux problèmes de dentition». Ces problèmes de santé concernaient deux milliards de personnes en 2016, 70% d'entre elles vivant dans des pays pauvres ou émergents. Or ces maladies ont également un impact économique en «réduisant l'espérance de vie, la productivité et en augmentant les dépenses de santé». Selon des études réalisées au Mexique et au Royaume-Uni, la mise en place d'une taxation de ces boissons a entraîné une réduction de l'obésité, en particulier chez les jeunes filles.

(AFP)

Hong Kong

«Embrasser la nouvelle réalité», opération séduction de Credit Suisse

Quelques jours après son rachat, l'ex-No2 suisse a maintenu un événement destiné à rassurer des investisseurs asiatiques à Hong Kong. Un responsable a déclaré ne pas y «sentir de panique».

«Embrasser la nouvelle réalité»: dans un luxueux hôtel de Hong Kong, Credit Suisse a cherché, mardi, à rassurer un parterre de centaines d'investisseurs, quelques jours après le sauvetage en urgence de la banque helvétique par son homologue UBS. À la manœuvre pour cette opération séduction, le responsable des actions mondiales, Neil Hosie, en l'absence du président de Credit Suisse et du directeur général, Ulrich Körner, qui ont annulé leur participation à cette conférence, fermée à la presse. Le mot d'ordre de cet événement, «embrasser la nouvelle réalité et prospérer», selon les plaquettes préparées il y a des semaines, prenait un nouveau relief. Initialement, cet événement, programmé sur trois jours, devait être l'occasion de discuter des moyens de s'adapter à une croissance plus faible et à des tensions importantes en Asie, selon la banque. La tourmente du secteur bancaire, ébranlé par la faillite de l'établissement américain Silicon Valley Bank et le ra-

chat dans l'urgence de Credit Suisse par UBS, pour une «bouchée de pain», en ont décidé autrement.

L'action sort la tête de l'eau

À l'issue d'intenses tractations, ce week-end, le premier groupe bancaire suisse a en effet consenti, dimanche, à racheter son rival en difficulté, avec d'importantes garanties du Conseil fédéral. Le montant du rachat de Credit Suisse, qui traversait une intense phase de turbulences depuis le début de la semaine dernière, s'élève à trois milliards de francs suisses, payables en actions UBS, pour une banque qui en valait près du triple vendredi, à la clôture de la Bourse. Du Trésor américain à la Banque centrale européenne, le rachat a été salué par ceux qui craignaient un nouvel emballement des marchés financiers. Dans la foulée, les plus puissantes banques centrales du monde ont annoncé une action coordonnée pour améliorer l'accès à des liquidités. Mardi, ces opérations de grande envergure semblaient commencer à porter

leurs fruits: les marchés et les banques rebondissaient et l'action Credit Suisse sortait la tête de l'eau.

«Je ne sens pas de panique ici»

Selon Credit Suisse, plus de 1600 investisseurs venus de plus de 200 sociétés, dont 84 chinoises, sont attendus à ce séminaire à Hong Kong. Peu de signes trahissaient une quelconque tension parmi les nombreux convives autour du buffet ou dans les couloirs de l'hôtel Conrad. Les clients ont affiché «très majoritairement» leur soutien et leur confiance dans la réussite de l'opération de rachat, a affirmé un responsable de Credit Suisse, qui a souhaité garder l'anonymat. «Je ne sens pas de panique ici», a-t-il ajouté. «Ils ne s'inquiètent pas d'un quelconque problème», car cette opération «a la garantie du gouvernement suisse». Un représentant d'un groupe chinois a également déclaré à l'AFP que les informations autour de l'acquisition étaient encourageantes.

(AFP)

Musique

Les amplis de légende Marshall passent sous pavillon suédois

La célèbre marque d'amplificateurs pour guitare est tombée dans le giron de l'entreprise Zound industries pour un montant non dévoilé.

Les amplificateurs pour guitare Marshall, utilisés par les plus grandes icônes du rock, ont annoncé jeudi dans un communiqué leur rachat par l'entreprise suédoise Zound industries, déjà partenaire de la marque britannique, pour former une nouvelle entité nommée «groupe Marshall». Zound Industries, qui distribuait déjà la marque britannique sur ses écouteurs et haut-parleurs depuis 2010, «fera l'acquisition de Marshall Amplification et la famille Marshall deviendra le plus gros actionnaire» du groupe, avec 24% des parts, selon le communiqué conjoint des deux entreprises. Le montant de la transaction «n'est pas rendu public» et le siège du groupe «sera à Stockholm», a précisé à l'AFP une porte-parole de Zound Industries.

Marque de légende

De Jimi Hendrix à Pete

Économie mondiale

Cette décennie sera celle à la plus faible croissance depuis le début du siècle

L'économie mondiale devrait ralentir à 2,2% de croissance d'ici à 2030, selon un rapport de la Banque mondiale.

La croissance de long terme de l'économie mondiale devrait s'établir en moyenne à 2,2% d'ici à 2030, selon un rapport publié lundi par la Banque mondiale (BM), ce qui ferait de cette décennie celle à la plus faible croissance depuis le début du siècle. Ce déclin de la croissance devrait concerner autant les pays les plus avancés que les pays en développement et émergents, à commencer par la Chine, précise la BM dans son rapport. «La Chine a joué pendant longtemps un rôle de traction de la croissance mondiale, mais c'est en train de changer, car sa croissance ralentit petit à petit. La question désormais est qui va remplacer la Chine dans ce rôle, et nous pensons que cela ne doit pas venir d'un seul pays mais d'un groupe de pays», a estimé le chef économiste de l'institution, Indermit Gill, lors d'une conférence de presse téléphonique.

Effets de la pandémie sur l'éducation

Parmi les causes du ralentissement de la croissance potentielle mondiale, la BM identifie les effets de la pandémie de Covid-19, notamment dans son impact quant à l'éducation des enfants et adolescents et l'effet à long terme que cela aura sur l'éco-



Townsend des Who, en passant par Kurt Cobain et Eric Clapton, les plus grands guitaristes (et bassistes) ont fait partie des amateurs du «Marshall sound» dont le créateur, Jim Marshall, est décédé en 2012 à l'âge de 88 ans. Originellement batteur, Marshall était patron d'un magasin de musique londonien et avait commencé à élaborer des amplis dans son garage, avant de lancer en 1962 sa firme d'amplificateurs au logo caractéristique, visibles sur les meilleures scènes du monde entier. La transaction annoncée jeudi donnera naissance à un groupe au chiffre

d'affaires dépassant 360 millions de dollars annuels, et comprend toutes les marques et filiales de Marshall Amplification, y compris Natal Drums, Marshall Records et Marshall Live Agency. «Zound a fait ses preuves en tant qu'entreprise mondiale (...). Avec le groupe Marshall, nous sommes prêts à accélérer notre croissance sur un marché de 100 milliards de dollars», a fait valoir Jeremy de Maillard, directeur général de Zound Industries et du nouveau groupe, cité dans le communiqué.

(AFP)



nomie, ainsi que la guerre en Ukraine et les perturbations des échanges qu'elle entraîne. «L'éducation est un élément important de la croissance, pas seulement en termes de productivité des salariés mais également dans l'intégration à la population active: plus les personnes sont éduquées, plus elles restent longtemps dans cette tranche», a détaillé à la presse Franziska Ohnsorge, économiste chargée du rapport. La BM souligne par ailleurs que l'impact sur la croissance du retard en termes d'éducation provoqué par la pandémie «ira bien au-delà de l'horizon fixé par ce rapport».

Amélioration possible

Néanmoins, l'institution estime que la croissance potentielle mondiale peut être améliorée de 0,7 point

de pourcentage en moyenne si l'ensemble des pays réalisent une série de réformes dans ce sens. Cela concerne en particulier l'investissement, en baisse également depuis la pandémie, ainsi que l'accès des femmes au marché du travail ou encore l'amélioration des conditions d'accès au commerce mondial. La BM se montre par ailleurs optimiste concernant le risque de fragmentation de l'économie mondiale, estimant qu'il «n'est pas acquis que cela se produise». «Le fait que la Chine exporte moins, par exemple, est lié à une hausse de sa consommation intérieure, ce qui est une bonne chose, pas une preuve de fragmentation. Si vous regardez les services, vous constatez une hausse de leur part dans les échanges mondiaux, ce qui est également une bonne chose», a précisé Indermit Gill.

Résilience face aux crises

Selon des experts, l'Afrique a un besoin urgent de financements concessionnels

Alors que les crises financière, sanitaire et climatique menacent d'inverser deux décennies de progrès en matière de développement en Afrique, les experts appellent à un financement concessionnel urgent afin d'aider le continent à renforcer sa résilience et à stimuler la croissance économique.



Les multiples crises, y compris la crise alimentaire et celle de l'énergie issues de la guerre en Ukraine, les effets du changement climatique, les conflits et le resserrement des conditions financières mondiales, ont accru le déficit de financement du développement et la vulnérabilité de l'endettement de l'Afrique, conviennent les experts lors d'un atelier virtuel d'une journée ayant pour thème, « Stimuler l'accès au Fonds de résilience et de durabilité du Fonds monétaire international (FMI), organisé par AfriCatalyst et la Commission économique pour l'Afrique (CEA).

Le Directeur de la Division de la macroéconomie et de la gouvernance de la CEA, Adam Elhiraika, déclare qu'au cours des six dernières décennies, chaque récession que le monde a connue a entraîné une augmentation de la dette publique mondiale. De nombreux pays africains ont ainsi vu augmenter leur dette publique. Une grande partie de cette dette publique a été contractée entre 2020 et 2021 lorsque les pays cherchaient à contrecarrer les effets de la pandémie de Covid-19.

En conséquence, de nombreux pays ont été aux prises avec un endettement et des frais d'intérêts élevés, ce qui a entravé la réduction de la pauvreté et a fait obstacle à leurs reprises économiques.

« Malgré les efforts nationaux et internationaux, un nombre croissant de pays africains continuent de ployer sous le poids de la dette et du service de leur dette ; certains sont déjà surendettés ou frôlent le surendettement », indique M. Elhiraika, soulignant que cela entrave le renforcement de la résilience aux crises futures, renforcement essentiel pour le développement durable.

Afin d'aider les Pays en développement et ceux à revenu intermédiaire de la tranche inférieure à renforcer leur résilience aux crises externes et à atteindre une croissance durable, le FMI a créé le Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité (RST). Ce dernier offre un instrument de financement innovant visant à aider les pays à relever les défis structurels à long terme, tel que l'adaptation et l'atténuation du changement climatique et les pandémies : la Facilité pour la résilience et la durabilité (RSF). AfriCatalyst, une Société de conseil en

développement mondial basée en Afrique, a élaboré un guide pratique visant à informer les décideurs politiques et les parties prenantes nationales sur les principales caractéristiques, les critères d'éligibilité et les objectifs du RSF. Ce guide explore comment le FMI dans le cadre du RST pourrait soutenir la conception et la mise en œuvre de politiques macroéconomiques nationales pour intégrer les risques climatiques et pandémiques ainsi que le coût de leurs adaptations dans les cadres macro-fiscaux.

Le Fondateur et PDG d'AfriCatalyst, Daouda Sembene, déclare que le RST présente des avantages potentiels pour les pays africains, touchés par un endettement élevé. AfriCatalyst, avec le soutien de la Fondation Bill & Melinda Gates, a renforcé la production de données probantes et le soutien consultatif technique aux décideurs africains afin de promouvoir l'accès des pays d'Afrique subsaharienne au financement du FMI dans le cadre du RST.

M. Sembene note qu'il y a une forte demande de financement climatique, mais que les ressources disponibles sont limitées. Le FMI cherche actuellement 40 milliards de dollars pour le RST là où il n'a réussi à lever que 26 milliards de dollars.

« Les pays africains ont besoin de ressources supplémentaires », indique M. Sembene, faisant remarquer que le financement climatique cumulé de 52 pays africains dans le cadre des Contributions déterminées au niveau national est estimé à 2 300 milliards de dollars.

Mme Fenohasina Rakotondrazaka Maret, Conseillère principale à AfriCatalyst, déclare que l'accès à ce financement du RST sera accordé en fonction de la solidité des réformes des nations et de la viabilité de leurs dettes. Les prêts concessionnels ont une échéance de 20 ans et un différé d'amortissement de dix ans et demi. Les emprunteurs paieront ainsi un taux d'intérêt qui représente une marge modeste par rapport au taux de DTS de trois mois, où les pays les plus pauvres bénéficieront des conditions de financement les plus favorables.

Le Rwanda est actuellement le seul pays africain à avoir un programme soutenu par le RSF et approuvé par le FMI. Il a reçu un financement de 319 millions de dollars américains pour ses programmes de lutte contre le changement climatique. Le Conseiller principal d'AfriCatalyst, Ali Mansoor, ancien Directeur adjoint du FMI, note que le Rwanda a intégré les questions climatiques dans ses stratégies nationales de transformation. Lors de la COP27, le Rwanda a lancé son programme « Ireme Invest », destiné à financer des projets verts pour les Petites et moyennes entreprises (PME). Mansoor ajoute que le Rwanda utilisera le RSF pour stimuler d'autres financements et organiser une meilleure planification dans le cadre de son processus budgétaire destiné aux risques liés au changement climatique, ainsi qu'à accréditer son ministère de l'environnement dans le cadre du Fonds vert pour le climat et du Fonds d'adaptation.

Addis-Abeba, le 27 mars 2023 (CEA)

HOROSCOPE finance

Bélier Vous peinez depuis un certain temps pour améliorer votre situation financière et vivre, sinon dans l'opulence, du moins dans une confortable aisance. Cette fois, vous franchirez un cap très important : avec l'appui de plusieurs astres harmoniques dans votre Ciel, vous réussirez à gonfler votre compte en banque en réalisant point par point le programme rigoureux que vous vous êtes fixé.

Taureau Inutile de prendre des risques aux jeux de hasard : les astres ne vous soutiendraient pas, et vous n'arriveriez même pas à sauver votre mise. Il vaudrait bien mieux investir votre argent si durement gagné dans un bon plan d'épargne.

Gémeaux Ce climat planétaire à prééminence martienne vous permettra de tenir votre budget en bon équilibre. Mais restez prudent, car le soutien astral sera très éphémère. Attention ! Vous aurez une nette tendance à vivre bien au-dessus de vos moyens. Ne pensez pas que vous arriverez toujours à vous débrouiller.

Cancer A la faveur des bons aspects de Mercure, vous pourrez effectuer des transactions fructueuses. Mais soyez vigilant dans le maniement de l'argent, et accepter les conseils des spécialistes.

Lion Pluton ne sera pas défavorable et pourra même vous aider à améliorer vos revenus. Mais attention à Jupiter mal aspecté ! Cela ne veut pas dire que la malchance vous poursuivra, mais simplement qu'il vaudra mieux pour le moment éviter les opérations financières importantes.

Vierge Vous continuerez à bénéficier d'une certaine chance en argent. Jupiter, formant plusieurs combinaisons célestes positives, vous aidera à augmenter vos revenus ou, tout au moins, à mieux gérer votre budget de manière à faire des économies.

Balance Votre problème, cette fois, ce ne sera pas de gagner ou non de l'argent, mais plutôt de ne pas le dépenser. Car cette position de Jupiter est susceptible de vous faire oublier momentanément toute prudence. Méfiez-vous : vous serez d'humeur à vous offrir quelques babioles luxueuses en négligeant de faire vos comptes. Et, bien sûr, vous le regretterez ensuite amèrement.

Scorpion Avec la configuration astrale de ce jour, ce sera le moment idéal pour consolider votre situation matérielle, réaliser des transactions immobilières profitables, préparer votre retraite ou assurer l'avenir des vôtres. Vous voyez, "il n'y a pas que des épines sur les rosiers, il y a aussi des roses" (Thai Hoa).

Sagittaire Bien soutenu par Jupiter en bons aspects, vous passerez une journée sans problème financier et pourrez même espérer des rentrées d'argent conséquentes ou une prime quelconque. Si votre métier touche de près ou de loin la joaillerie, faites preuve de vigilance et de prudence dans vos diverses transactions.

Capricorne Grâce à la gentillesse de Jupiter, vous pourriez bénéficier aujourd'hui d'un petit succès financier. Mais si l'on vous fait une proposition trop alléchante, documentez-vous avant de donner votre accord.

Verseau Faites preuve d'une extrême prudence aujourd'hui pour ne pas vous laisser gruger. Méfiez-vous particulièrement des gens bien habillés et bien polis qui se présenteront chez vous en se réclamant d'une religion ou d'une congrégation quelconque. Ces "missionnaires" ne chercheront vraiment pas à sauver votre âme - elle n'a d'ailleurs pas besoin d'être sauvée ! - mais essaieront de vous soutirer de l'argent à brève échéance.

Poissons Faites confiance à votre bonne étoile dans le domaine de l'argent : il pourrait y avoir des rentrées imprévues aujourd'hui. Mais n'allez pas dépenser vos deniers avant même de les avoir engrangés.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLO

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



COFEB
CENTRE OUEST AFRICAIN DE FORMATION
ET D'ETUDES BANCAIRES



APPEL A CANDIDATURES POUR LE CYCLE DIPLÔMANT DU COFEB LA BCEAO ACCORDE 40 BOURSES

Le Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires (COFEB) est le Centre de formation créé par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en vue d'assurer le développement de ses ressources humaines et de contribuer au renforcement des capacités des cadres des administrations économiques et financières, des banques et établissements financiers ainsi que des systèmes financiers décentralisés des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). La formation du Centre est également ouverte aux agents de structures communautaires et des institutions financières régionales.

Le COFEB accueille également des agents des banques centrales

africaines, dans le cadre des relations de partenariat que la BCEAO entretient avec ces institutions.

Le Centre accepte toutefois, à titre exceptionnel, des dossiers de candidats privés provenant des secteurs de l'économie et de la finance, de Centres de recherches, de Bureaux d'études installés dans l'UEMOA et qui remplissent les mêmes conditions.

Soucieux d'offrir une formation de qualité conforme aux normes et standards internationaux, le COFEB a mis en place un programme sanctionné par le Diplôme de Master II en Finances et Gestion Bancaire. Il comporte neuf (9) mois d'enseignements théoriques au Siège de la BCEAO à Dakar et quatre (4) mois de stage d'application hors du Centre sanctionné par un mémoire à soutenir devant un jury.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE

L'acceptation du dossier de candidature est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- être âgé de quarante (40) ans au plus au 1^{er} janvier 2023 ;
- être un agent d'une administration économique et financière, d'un établissement de crédit ou d'un système financier décentralisé d'un Etat membre de l'UEMOA ;
- être un agent d'une banque centrale africaine partenaire ;
- être titulaire d'une maîtrise ou d'un Master I ou II en sciences juridiques ou politiques, économiques ou en gestion, d'un diplôme d'ingénieur statisticien-économiste, d'un diplôme de niveau BAC+4 en sciences juridiques ou politiques, économiques ou de gestion admis en équivalence de la maîtrise et reconnu par le Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES) ou justifier les soixante (60) crédits de la première année d'un Master (M1) en sciences juridiques et politiques, économiques ou de gestion ;
- justifier d'au moins deux (2) années d'expérience professionnelle au 1^{er} janvier 2023.

Les candidats doivent, en outre, passer un **test de niveau** visant à évaluer leurs connaissances de base et garantir un bon suivi des enseignements. A la suite de ce test, la liste définitive des candidats retenus pour suivre la formation est communiquée à leur organisme d'origine puis publiée sur le site internet du COFEB.

Ce test porte sur des épreuves de comptabilité générale, de monnaie et crédit, de microéconomie, de macroéconomie et de mathématiques financières du programme de Maîtrise en Economie.

FINANCEMENT DE LA FORMATION

Les frais de la formation sont pris en charge par la BCEAO qui, en plus, accorde des bourses d'études aux cinq (5) premiers candidats de chaque Etat membre de l'UEMOA déclarés admis et ayant obtenu le plus de points sur les critères de sélection, ci-après, approuvés par le Comité Scientifique du COFEB :

- la note obtenue au test de niveau ;
- l'âge (bonus pour les plus jeunes) ;
- le genre (bonus pour les femmes) ;
- l'expérience professionnelle et le diplôme présenté.

Les lauréats, qui ne bénéficient pas de la bourse BCEAO, peuvent solliciter la prise en charge de leur formation par leur organisme d'origine ou par d'autres structures.

DEPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les soumissions de candidature se font en ligne en accédant au lien ci-après : <https://cofeb.bceao.int/formulaire-de-candidature>

Les pièces suivantes, constitutives du dossier de candidature, doivent être jointes au formulaire de candidature en ligne (scannées) :

- un extrait de l'acte de naissance ou du jugement supplétif d'acte de naissance ;
- une copie certifiée conforme du diplôme ;
- un certificat de visite et de contre visite médicale datant de moins de trois (3) mois ;
- une attestation de travail justifiant deux (2) années d'expérience professionnelle au moins au 1^{er} janvier 2023 ;
- la lettre d'engagement de l'employeur renseignée et signée par le supérieur hiérarchique habilité.

La brochure sur le cycle diplômant ainsi que la lettre d'engagement de l'employeur, sont téléchargeables sur le site internet du COFEB à l'adresse suivante : [\(https://cofeb.bceao.int/\)](https://cofeb.bceao.int/), onglets « Formations » - « Formation diplômante ».

LA DATE LIMITE DE SOUMISSION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE EST FIXÉE AU 28 AVRIL 2023.

La liste des candidats retenus ainsi que la date du test de niveau seront publiées sur le site internet du COFEB et communiquées aux intéressés.

Le COFEB, peut demander à tout moment aux candidats pré-sélectionnés de fournir les originaux des pièces citées ci-dessus, afin de vérifier leur authenticité.

LES CANDIDATURES FÉMININES SONT FORTEMENT ENCOURAGÉES. Des points de bonus leurs sont accordés lors de l'attribution des bourses afin de favoriser leur représentation.

Pour tout renseignement complémentaire, les personnes intéressées sont invitées à consulter le site internet du COFEB ou s'adresser :

- à la Direction Nationale de la BCEAO dans l'un des Etats de l'UEMOA ;
- au COFEB :
 - par téléphone : (+221) 33 839 05 00 ;
 - par courrier électronique aux adresses : courrier.zdepfor@bceao.int ; formation-cofeb@bceao.int ;
 - par courrier ordinaire : à l'attention de Monsieur le Directeur des Enseignements et des Programmes de Formation (DEPFOR)
BP 3108 Dakar – Sénégal.

<https://cofeb.bceao.int>

Togo**Le prix de l'entrepreneur social de l'année naît du Fecossol**

La deuxième édition du forum de l'économie sociale et solidaire (Fecossol) a tenu ses promesses. Débuté le lundi 27 mars, Fecossol a pris fin le mercredi 29 mars 2023 à Lomé avec pour innovation, le prix de l'entrepreneur social de l'année.

● **Hélène MARTELOT**

Au total, 6 organisations ont été primées lors de la cérémonie de clôture. Il s'agit de l'agence nationale de volontariat au Togo, dans la catégorie travail et emploi décent, OCDI Caritas, dans la catégorie santé et bien-être, Choco Togo dans la production et consommation locale, le CACIT dans la catégorie droit humain, compassion internationale Togo, dans la catégorie de direction des personnes vulnérables et la société GIP Togo dans la catégorie de l'entrepreneur social de l'année. D'après Mawuko Ekuhoho, président du comité Fecossol le prix de l'entrepreneur social de l'année au Togo est un prix pour encourager ceux qui sont déjà dans la bonne pratique. « Nous avons identifié que beaucoup de gens et organisations travaillent en tant qu'entrepreneurs sociaux mais ne sont pas connus du grand public. Ces organisations présentent l'impact et les réalisations qu'ils ont, c'est des coûts de milliards et ça mérite d'être encourager ». Il explique que c'est à travers ce prix que chaque année, ils vont amener chaque organisation à faire mieux, à faire plus, et à faire ensemble pour l'intérêt de la communauté et pour le bien-être social et un développement inclusif. Selon le président du jury, Jacques Crepi ces organisations ont été sélectionnées sur 4 critères. Il s'agit notamment d'entreprendre une activité économique avec pour seul



but, l'utilité social, mettre en place une gestion démocratique et participative où tous les membres de l'habituée de l'ONG ou de l'association se sentent impliqués, disposer d'un modèle économique innovant fiable, résilient et durable parce que pour lui, il s'agit d'inscrire les actions dans la durabilité, se limiter ou s'interdire un profit individuel mais partagé, les revenus générés par l'activité sont réinvestir dans l'activité pour créer de la croissance. « Ce prix est une grande reconnaissance pour l'action de l'église Catholique au Togo, ce qui signifie que l'OCDI Caritas est visible par ses actions auprès des populations vulnérables. Nous félicitons cette initiative de Fecossol et nous espérons que cela va se poursuivre et permettre aux partenaires que nous sommes, de travailler en synergie pour le bien-être et la santé de nos populations », a affirmé Hubertine Adjani, coordonnatrice assistance secours d'urgence OCDI Caritas. Elle souligne que Caritas intervient dans plusieurs domaines, tels que le domaine de la santé principalement, le domaine de la sécurité

alimentaire, qui concerne tout ce qui est engagement auprès des agriculteurs, le domaine de l'eau, hygiène et assainissement et le domaine de l'assistance secours d'urgence. D'après Olivier Ahonon, directeur national de la compassion internationale Togo, ce prix, il le prend au nom des 76 mille enfants qu'ils prennent en charge et pour tout le travail qui est fait par les acteurs, les encadreurs et les animateurs sociaux, les volontaires et bénévoles sur l'ensemble du territoire. « Pour moi, c'est un prix que je reçois en leurs noms parce que c'est eux qui font le travail pour que nous puissions avoir ces résultats dans la vie de ces enfants et jeunes », s'est réjoui M. Ahonon. Outre le prix de l'entrepreneur social de l'année, Ecosol follow est une nouvelle plateforme mise en place par les organisateurs. « C'est une initiative sur laquelle nous comptons pour faire le relais au niveau des universités et écoles pour qu'à la base, les jeunes puissent intégrer ce modèle économique dans leur initiative entrepreneurial », a déclaré le président du comité Fecossol.

Football**La CAF confirme les dates de la CAN 2023 en Côte d'Ivoire**

Dans un communiqué publié ce jeudi sur son site officiel, la Confédération Africaine de Football a confirmé les dates de la prochaine Coupe d'Afrique des Nations 2023, prévue en Côte d'Ivoire en janvier 2024.

« Le match d'ouverture aura lieu le samedi 13 janvier 2024 au stade Alassane Ouattara d'Ebimpe, à Abidjan. Le tournoi de quatre semaines, opposant les 24 meilleures nations d'Afrique, s'achèvera officiellement le 11 février 2024 », peut-on lire dans le communiqué de la haute instance du football africain. Le tirage au sort de la phase de poules, quant à lui, est prévu pour septembre. « Le Secrétaire Général de la CAF, Véron Mosengo-Omba, a également confirmé que le tirage au sort officiel de la Coupe d'Afrique des Nations Total



Energies Côte d'Ivoire 2023 aura lieu en septembre prochain. La date et le lieu seront confirmés ultérieurement. Avec la croissance rapide de l'intérêt mondial pour les compétitions de la CAF enregistrée au cours des derniers mois, la CAF prévoit des au-

diences télévisées mondiales et des affluences record dans les stades pour l'édition de l'année prochaine de sa compétition phare – un événement qui détient également le palmarès de l'événement le plus important d'Afrique».

Avec footmercato.net

6ème édition du FESNAD**« Goro-goro » de Tchaoudjo et « Elali bolodan » de Blitta remportent la phase régionale de Sokodé**

Les groupes folkloriques « Goro-Goro » de Tchaoudjo et « Elali Bolodan » de Blitta ont remporté la phase régionale du Festival national de danses traditionnelles (FESNAD) de la Centrale le jeudi 30 mars à Sokodé. Ils participeront à la phase finale le 26 avril prochain à Lomé.

Ce festival a pour thème : « Résilience de la tradition face aux défis des sociétés modernes ». Il est à l'actif du ministère de la Culture et du tourisme en collaboration avec le Conseil de l'entente et International youth fellowship (IYF). La phase régionale a connu la participation de cinq groupes folkloriques à savoir « Goro-Goro » de Tchaoudjo, « Takai » de Tchamba, « Kondona » de Sotouboua, « Elali Bolodan » de Blitta et « T'band de Mô ». Les groupes ont eu, chacun, 10 minutes pour faire leurs prestations devant le public composé d'autorités administratives, militaires, traditionnelles et d'amoureux de la culture. Ils ont été notés par un jury de trois membres coiffés par le directeur régional des Sports et des loisirs de la Centrale, Tchagbé Abi Abdoul Razak. Les concurrents ont été jugés, notamment sur la gestion du temps, la disposition sur scène, l'esthétique des danses, l'accoutrement, l'occupation de la scène et la sortie. Les groupes « Goro-Goro » et « Bolodan » ont eu respectivement 16,66 et 15,66 sur 20. Ce festival s'inscrit dans le cadre des activités marquant la célébration de la fête de l'indépendance du Togo le 27 avril prochain. Il vise à promouvoir le patrimoine culturel du pays à travers les danses



traditionnelles, et à favoriser le brassage des cultures du terroir. Il s'agit, notamment d'identifier les danses traditionnelles les plus représentatives du Togo, d'améliorer leur qualité et visibilité en vue de leur promotion culturelle et touristique. Il est question également d'encourager la consommation des productions culturelles nationales pour l'émergence de nouvelles industries culturelles et créatives devant aboutir à un marché culturel national. Le représentant du ministre de la Culture, Aziati Vinyo a félicité tous les groupes pour la qualité des prestations, et l'esprit de créativité dont ils ont fait preuve. Il a expliqué que la sélection des deux groupes ne veut pas dire qu'ils sont meilleurs que les autres. « Toutes les cultures se valent, et la vision du ministère est de faire participer chaque préfecture à l'apothéose lors des prochaines éditions », a-t-il ajouté. Le préfet de Tchaoudjo, Col Mompion Matéindou a indiqué que les danses tradition-

nelles constituent un pan de notre culture dont nous devons être fiers. Il a demandé aux chefs traditionnels, dépositaires des us et coutumes, d'œuvrer pour la préservation des valeurs ancestrales. « Nous n'avons rien à envier aux cultures des autres continents. Nos cultures ont une valeur inestimable, et je prie tous les chefs traditionnels à faire en sorte que les cultures ne partent pas en lambeau », a-t-il fait savoir. Il a félicité les différents groupes pour leur savoir-faire, et souhaité que ce cela soit transmis aux jeunes générations. Mme Ouro Amao Nima, membre du groupe « Goro-Goro », est fier d'avoir remportée cette phase régionale. Elle a remercié le gouvernement pour cette initiative qui permet de valoriser les valeurs culturelles du terroir. Mme Ouro Amao promet que son groupe mettra tout en œuvre pour améliorer sa prestation afin de remporter la finale à Lomé.

ATOP/MEK/AJA

AC Milan**Mike Maignan va être gâté**

Chez les Bleus, le grand gagnant de cette trêve internationale s'appelle Mike Maignan. L'ancien gardien du LOSC a été l'un des grands artisans de la victoire face à l'Irlande en sortant une parade phénoménale en toute fin de rencontre, s'envolant sur la droite pour neutraliser la tête de l'Irlandais Collins.

Une nouvelle bonne habitude pour lui, quand on sait qu'il a également gardé ses cages inviolées face aux Pays-Bas en faisant un double arrêt sur le pénalty de Memphis Depay dans le temps additionnel de la deuxième période. Ses performances avec l'Equipe de France n'ont d'ailleurs pas échappé à son club, l'AC Milan. Acheté en 2021 pour environ 15 millions d'euros à Lille, Mike Maignan pourrait voir son prix s'envoler en cas de départ après ses très bonnes prestations aussi bien avec le club milanais que les Bleus. Il faut dire que le gardien tricolore a suscité l'intérêt des plus grands clubs européens qui

seraient prêts à lui offrir bien plus que les 2,8 millions nets qu'il touche actuellement par saison avec l'AC Milan et ce jusqu'à la fin de son contrat en juin 2026. Néanmoins, le Corriere della Sera affirme dans son édition du jour que les proches de Mike Maignan auraient confirmé la volonté du gardien tricolore de rester encore en Lombardie où il s'épanouit complètement dans une ville qu'il apprécie, comme il l'aurait fait savoir aux dirigeants milanais ces dernières semaines. Le portier de 27 ans considérerait donc l'AC Milan sur la durée, toujours selon le média italien. Une anecdote montre d'ailleurs son investissement et son nouveau rôle de leader

du club milanais. Le journal italien rapporte qu'il y a quelque temps, Mike Maignan a donné des gants à tous les gardiens de but de l'académie des jeunes, à partir des poussins jusqu'au plus âgés : une anecdote qui montre qu'il est aujourd'hui un point de référence dans l'environnement du club milanais. Pour l'instant, l'AC Milan, qui le considère comme intransférable, peut souffler, le portier français n'ayant pas de clause de résiliation dans son contrat. Mais une prolongation serait à l'ordre du jour afin de s'assurer de sa fidélité le plus longtemps possible.

Affaire à suivre donc.

BANQUE OUEST AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT

CRÉATEURS D'AVENIR

FONDS COMMUN DE TITRISATION DE CREANCES
FCTC BOAD DOLI-P 6,10% 2023-2030

Investir

POUR

L'AVENIR

TAUX
D'INTÉRÊT

6,10% L'AN

PÉRIODE DE SOUSCRIPTION : DU 20 MARS AU 03 AVRIL 2023 • MONTANT ÉMIS : 150 MILLIARDS DE FCFA • MATURITÉ : 84 MOIS

www.boad-doli-20232030.com

Cette opération a été autorisée par l'Autorité des Marchés
Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (AMF-UMOA)
sous le n° FCTC/2023-01/CO-01-2023

CÉDANT



ARRANGEUR

BOAD
TITRISATION

CO-CHEFS DE FILE



DÉPOSITAIRE



SOCIÉTÉ DE GESTION

BOAD
TITRISATION